

**Contre la casse de notre Sécu, de
notre hôpital, de nos écoles, pour
les salaires, pour nos emplois,
Pour l'abrogation de la réforme
des retraites :**

Partout, dès maintenant : Unité !



Quel que soit le ministre, quel que soit le gouvernement, celui-ci cherchera à appliquer les plans et les budgets de sacrifices et de destruction de nos droits les plus élémentaires : vivre de nos salaires, se soigner, offrir un avenir à nos enfants par l'instruction, par les diplômes et par le code du travail, bénéficier d'une vie de retraités !

Les emplois sont au cœur de la cible. Au-delà des entreprises qui gèlent les embauches, nombre de salariés subissent au quotidien des pressions, voire des attaques personnelles, qui ne cachent plus l'objectif de les faire partir évitant ainsi aux patrons de mettre en place un PSE.

Cela fait des mois que les camarades expriment leurs inquiétudes et leur colère. Ils n'attendent pas pour s'organiser et défendre les revendications contre l'intolérable.

Ainsi les camarades salariés de SADS réunis en Assemblée des Personnels avec leur syndicat constatent : « ***nous devons choisir entre manger et mettre du carburant dans nos voitures pour aller travailler ! C'est insupportable !*** » Ils revendiquent « Nous voulons vivre de notre travail, nous exigeons d'être payés à date fixe et selon la loi ! » et demandent à être reçus par le Préfet. Vous pourrez lire l'arrêté de décisions de leur assemblée dans ces pages.

Les camarades des écoles de Châteaudun font également remonter des situations inadmissibles, des enseignants mordus, griffés, qui doivent abandonner l'enseignement pour sécuriser la classe et protéger les élèves. Ils se réunissent en AG avec leur syndicat et décident de demander à être reçus. Ils font peser la menace de grève.

Dans ce contexte la défense de la Sécu de 45, notre Sécurité Sociale basée sur notre salaire différé est un combat central. Nous devons remercier les camarades des Organismes Sociaux qui ont énormément travaillé pour nous rappeler l'importance de notre combat pour la Sécu, qui fête ses 80 ans ce 4 octobre, en organisant la soirée « Ciné-Conférence » du mardi 14 octobre à 19h30 au cinéma « Les Enfants du Paradis » de Chartres. Nous en profitons pour demander aux camarades de tout faire pour se rendre disponibles et y participer en famille.

Discutons de tout cela, dans nos ateliers, dans nos services, dans nos écoles et préparons la grève qui seule sera à même de bloquer ces plans de guerre contre les travailleurs.

Pour l'UD FO 28

Olivier.

Rouge Productions présente

LA SOCIALE

VIVE LA SÉCU !

80 ans de
la SÉCU



CINE – CONFERENCE

La Sécu a 80 ans ; Son histoire, son avenir.

Mardi 14 octobre à 19h30

Cinéma de Chartres les Enfants du Paradis.

Proposé par :  avec les Unions
Départementales   

Assemblée des Personnels de SADS Auxil'Life avec le syndicat FO

Mardi 16 septembre 2025.

Salariés de SADS Auxil'Life, réunis en assemblée des personnels ce 16 septembre, nous constatons que cela fait 1 an que chaque mois nous devons attendre notre salaire, que chaque mois nous vivons dans la crainte et l'angoisse de ne pas voir celui-ci arriver à temps pour honorer nos factures. Nos dettes s'accumulent du fait de notre employeur qui ne respecte pas ses obligations.

Nous voulons vivre de notre travail, nous exigeons d'être payés à date fixe et selon la loi !

Nous constatons que nous devons choisir entre manger et mettre du carburant dans nos voitures pour aller travailler ! C'est insupportable !

Nous constatons que, depuis octobre 2024, nous n'avons plus de prévoyance alors que nos cotisations continuent d'être prélevées. Depuis mai 2025 nous ne bénéficions plus de la médecine du travail, ce qui interdit aux salariés de reprendre leur poste suite à un arrêt et aggrave encore le manque de personnel.

Nous constatons que les bénéficiaires pâtissent gravement de la situation ; interventions annulées et/ou diminuées, toilettes et prises de repas décalées ! Ce sont les familles qui sont contraintes de palier au manque de personnels. De nombreux bénéficiaires restent seuls sans aucune aide ! C'est inhumain !

Nous nous adressons à M. le Préfet pour que celui-ci reçoive, dans les meilleurs délais, une délégation des salariés de SADS Auxil'life, et qu'il s'adresse aux autorités compétentes afin de faire respecter nos droits et le code du travail ! Nous demandons la présence du Conseil Départemental qui est le financeur de SADS.

Nous décidons d'appeler les salariés à se rassembler devant la Préfecture ce jour-là pour soutenir la délégation et entendre le compte-rendu qui en sera fait. Pour nous la question de la grève pour obtenir satisfaction reste posée.

Nous décidons de nous adresser aux maires des communes des bénéficiaires pour qu'ils appuient la démarche des salariés.

Nous mandatons l'Union Départementale FO pour que celle-ci alerte M. le Préfet de notre situation et relaie notre demande d'audience.

Adopté à l'unanimité.

Syndicat FO Hôpital de Chartres



L'UD FO a répondu à la demande de soutien du syndicat FO de l'Hôpital de Chartres ce mardi 1^{er} juillet.

Sous un soleil de plomb le syndicat hospitalier appelait, ce jour-là, à un rassemblement et point presse pour défendre leurs revendications. Les secrétaires médicales étaient en grève depuis plusieurs jours.

- **Non à la réorganisation des services des secrétaires médicales !**
- **Non à la suppression des postes !**



Venue du Ministre Bayrou à Chartres. Rassemblement Unitaire.

Ce mardi 8 juillet 2025, le Premier Ministre Bayrou et sa suite, les Ministres Borne, Retailleau et consorts sont à Chartres. **Bayrou donne aux Préfets réunis, les pleins pouvoirs d'adapter les droits aux réalités locales des départements pour faire des économies.**

Déjà l'Eure et Loir est dévastée par les licenciements dans les entreprises privées, par la casse des services publics !

26 suppressions de lits de rééducation à l'hôpital de Dreux, 12 suppressions de postes chez les secrétaires médicales sur celui de Chartres, fermetures de services entiers à Bonneville ! C'est l'ensemble des droits des salariés à se soigner qui est attaqué par le démantèlement de la Sécurité Sociale !

Pour la Délégation de l'UD FO 28, aucun doute :

**Abrogation de la réforme des retraites !
Bas les pattes devant notre sécu ! Elle est à nous !
Maintiens des Emplois !
Augmentation générale des salaires !**

Retraites, budgets, droits des étrangers... ils se font entendre

Une vingtaine de manifestants, représentants syndicaux, de collectifs et d'associations (FSU, FO, CGT, AÉRÉSP28 et AFPS), se sont réunis dès 9 heures, hier, sur les marches du théâtre de Chartres.

Ils ont avancé en direction de la place des Épars où les entrées piétonnes ont été barricadées par les gendarmes. Ils tenaient à exprimer leurs revendications au sujet des retraites, du budget de la Défense, et des droits des étrangers.

« Monsieur Bayrou, on n'acceptera ni votre réforme des retraites, ni le budget qui impacte la Sécurité sociale. On demande une augmentation générale des salaires, mais aussi la réindus-



RASSEMBLEMENT. Une vingtaine de manifestants face à la place des Épars.

trialisation et la création d'emplois partout où cela est nécessaire », a lancé Olivier Aubry,

secrétaire général de l'Union départementale Force ouvrière. D'après lui, certains secteurs du

département souffrent également à cause d'un budget qui a été en partie repris pour la défense.

« Fermeture des centres de rétention administrative »

« À cause de l'État qui décide de mettre les moyens dans l'armement, il demande un effort de 40 milliards sur les budgets publics. Il y a d'énormes conséquences en Eure-et-Loir pour l'hôpital, l'école et l'ensemble des agents territoriaux. Pour l'enseignement,

il manque une vingtaine d'instituteurs pour la rentrée dans le département. Ce sont des conséquences très claires. »

Parmi les manifestants : Céline Le Guay, membre du collectif AÉRÉSP 28. Cette dernière lutte en particulier pour défendre le droit des étrangers et contre les stigmatisations. « On demande la fermeture des centres de rétention administrative. Nous soutenons l'égalité de toutes et tous, la régularisation des sans-papiers, l'accès de toutes et tous au logement, aux soins et à l'école. Ainsi que l'abrogation de la loi Darmanin, et la suppression de la circulaire Retailleau. » ■



Pour la Sécu, contre le plan Bayrou-Macron : UNITE !

La rentrée sociale s'annonce catastrophique. Dans les hôpitaux, dans les écoles, chez les pompiers, partout, des milliers de postes supprimés détruisant les services publics, l'industrie, les commerces, nos emplois et l'avenir de nos enfants ! Les instances nationales CGT et FO se réunissent cette semaine, les UD FO 28 et CGT 28 vous adressent ce communiqué.

Sécurité Sociale : Une attaque sans précédent contre les malades et notamment contre les plus fragiles qui bénéficient des ALD, soit près de 14 millions de travailleurs attaqués dans leur droit à vivre ! Cela sans compter le déremboursement des médicaments et l'augmentation de la franchise médicale !

Pas touche à la sécu ! Retour à la sécu de 1945 !

Les retraites : Après nous avoir volé 2 ans de vie à la retraite, la désindexation des pensions entrainerait une perte de revenus de près de 300 € par an pour une pension de 1500 € (avec une inflation à 1,4% en 2026).

Abrogation immédiate de la réforme des retraites Macron-Borne !

Et en plus, par le vol de deux jours fériés, nous devrions travailler 2 jours gratuits, et perdre notre 5^{ème} semaine de congés ! C'est insupportable !

Le prétexte à tous ces reculs sociaux c'est de trouver 40 milliards d'euros pour combler une dette qui n'est pas la nôtre et que les gouvernements ont eux-mêmes créée en donnant des milliards d'aides publiques aux entreprises privées !

Partout où nous sommes et sans attendre, dans nos entreprises, dans nos services, dans nos écoles, unissons-nous et discutons pour établir nos revendications et préparer la grève dans l'unité.



Pour la Sécu, contre le plan Bayrou-Macron : UNITÉ !

La rentrée sociale s'annonce catastrophique. Dans les hôpitaux, dans les écoles, chez les pompiers..., partout, des milliers de postes supprimés détruisant les services publics, l'industrie, les commerces, nos emplois et l'avenir de nos enfants !

L'intersyndicale 28 réunie le 3 septembre fait sien l'appel national à la mobilisation unitaire et interprofessionnelle par la grève et par les manifestations le jeudi 18 septembre !

Les mesures annoncées par le gouvernement sont une attaque frontale contre nos droits :

- ✗ Suppression de jours fériés
- ✗ Coupes dans les services publics
- ✗ Réforme de l'assurance chômage
- ✗ Gel des salaires et prestations
- ✗ Désindexation des retraites
- ✗ Franchises médicales doublées
- ✗ Remise en cause du droit du travail

Pendant ce temps, les plus riches bénéficient de baisses d'impôts et les grandes entreprises captent **211 milliards d'euros d'aides publiques**. C'est insupportable !

Le prétexte à tous ces reculs sociaux c'est de trouver 40 milliards d'euros pour combler une dette qui n'est pas la nôtre !

Sécurité Sociale : Une attaque sans précédent contre les malades et notamment contre les plus fragiles qui bénéficient des ALD, soit près de 14 millions de travailleurs attaqués dans leur droit à vivre ! Cela sans compter le déremboursement des médicaments et l'augmentation de la franchise médicale !

Pas touche à notre Sécu !

Les retraites : Après nous avoir volé 2 ans de vie à la retraite, la désindexation des pensions entraînerait une perte de revenus de près de 300 € par an pour une pension de 1500 € (avec une inflation à 1,4% en 2026).

Abrogation de la réforme des retraites !

Dans nos entreprises, dans nos services, dans nos écoles, discutons pour établir nos revendications et préparer la grève dans l'unité.

SOCIAL ■ FO et la CGT lancent un appel à la mobilisation

Être nombreux à se défendre

Les unions locales FO et CGT s'unissent pour lancer un large appel à la mobilisation pour la journée du 18 septembre. Un rassemblement est prévu à l'hôpital.

Pascale Rouchaudpascale.rouchaud@centrefrance.com

« **O**n le voit bien dans nos permanences. On reçoit de plus en plus de jeunes, de femmes qui ne parviennent pas à joindre les bouts. On sait que les personnes payées au SMIC sont à sec le 15 du mois. On sent surtout une colère, une rage », observent Dominique Maillot, secrétaire de l'union locale FO de Dreux et Antoine Molinatti, secrétaire de l'union locale CGT de Dreux.

« Tout le monde est concerné »

« On comprend cette rage. Pour nous, elle est légitime. C'est pour cela que nous lançons ensemble un appel à participer en nombre à la journée de mobilisation intersyndicale du 18 septembre ». Un rassemblement est prévu ce jeudi 18 septembre, à 11 heures, devant l'hôpital de Dreux.

Les syndicalistes insistent. « Nous nous battons



SYNDICATS. Dominique Maillot, secrétaire de l'union locale FO de Dreux, et Antoine Molinatti, secrétaire de l'union locale CGT de Dreux, espèrent une large mobilisation ce jeudi.

pour les mêmes choses, nous combattons ensemble la politique d'Emmanuel Macron ». Ensemble, ils dénoncent les réformes des retraites, de l'assurance maladie, de l'assurance chômage, le doublement des franchises médicales, « l'argent public donné aux entreprises sans contrepartie, l'enrichissement de quelques-uns et l'appauvrissement de la majorité des Français ». « Et pendant ce temps-là, on ferme des lits dans les hôpitaux, des enfants et des jeunes se retrouvent sans professeurs et on double le budget de la défense ».

Ils souhaitent une mobilisation (rassemblement, grèves) la plus large possible : salariés, fonctionnai-

res, chômeurs, retraités, lycéens. « Il n'y a pas besoin d'appartenir à tel ou tel syndicat. Il suffit de vouloir crier son ras-le-bol devant ces injustices, car ce sont toujours les plus petits qui trinquent. Tout le monde est concerné ».

Les syndicalistes savent que certains hésitent à faire grève, faute de moyens. « Mais, les mesures que veut le gouvernement touchent tout le monde et coûteront plus qu'une grève. À un moment, il faut arrêter de compter sur les autres pour faire avancer les choses ». ■

➔ **Pratique.** FO et CGT lancent un appel à un rassemblement ce jeudi 18 septembre, à 11 heures, devant l'hôpital de Dreux.

18 SEPTEMBRE ■ Une manifestation départementale est prévue à Chartres

« Le ras-le-bol est encore plus profond »

Selon les responsables de l'intersyndicale, réunis hier à Chartres, la journée de mobilisation du jeudi 18 septembre s'annonce suivie en Eure-et-Loir. Une manifestation départementale est prévue à partir de 14 heures, à Chartres.

« Ce n'est plus possible. Il faut arrêter de faire culpabiliser les gens avec la dette de la France. La colère d'aujourd'hui touche tous les secteurs d'activité, dans le public comme dans le privé, et toutes les catégories d'âge », contextualise Céline Prier-Chéron, membre du bureau de la FSU 28.

L'appel national à la grève des organisations syndicales contre les mesures budgétaires annoncées par l'ex-Premier ministre, François Bayrou, est relayé dans le département par les représentants de sept organisations que sont la CFDT, la CFE-CGC, la CGT, la FSU, FO, Solidaires et l'UNSA. Ils appellent les Euréliens à participer à une manifestation départementale, ce jeudi 18 septembre, à partir de 14 heures, à Chartres. Le rendez-vous est fixé devant le théâtre, boulevard Chasles.

« C'est la couche de plus deux ans après la réforme des retraites. Le ras-le-bol est encore plus profond.



MOBILISÉS. Des membres de l'intersyndicale départementale se sont réunis, à Chartres, pour préparer la journée d'action du jeudi 18 septembre.

On attend que le nouveau Premier ministre nous écoute et qu'il change de cap budgétaire », explique Jean-Luc Roubaud, secrétaire de l'union départementale UNSA d'Eure-et-Loir.

« De nouveaux reculs sociaux »

« Bayrou parti, son plan doit partir avec lui ! » : voilà le mot d'ordre mis en avant par l'intersyndicale. Comme au niveau national, les représentants euréliens entendent dénoncer les mesures annoncées par le précédent Premier ministre, notamment, les « cou-

pes dans les services publics, la réforme de l'assurance chômage, le gel des salaires et prestations, la désindexation des retraites, le doublement des franchises ».

Le secrétaire départemental de Force ouvrière, Olivier Aubry, s'inquiète de l'avenir de la Sécurité sociale et dénonce « une attaque sans précédent contre les malades ».

Sylvie Gohier, membre du bureau de l'union départementale de la CGT, dit craindre « de nouveaux reculs sociaux ». Selon elle, « les gens en ont marre d'être méprisés ».

Hélène Bonnet

➔ **Manifestation départementale.** Ce jeudi 18 septembre, à partir de 14 heures. Rendez-vous devant le théâtre, boulevard Chasles, à Chartres.

MOBILISATION

Rassemblements. Trois autres rassemblements sont prévus, ce jeudi, en Eure-et-Loir : à Dreux, à 11 heures, devant l'hôpital ; à Châteaudun, à 10 h 30, devant la médiathèque ; et à Nogent-le-Rotrou, à 17 heures, devant le centre commercial des Gauchetières (voir aussi en pages locales).

Art. Echo du
17 sept.



SOCIAL ■ L'intersyndicale départementale a organisé, hier à Chartres, une manifestation déterminée et calme

Les syndicats tous unis contre le budget

L'intersyndicale départementale a manifesté dans les rues de Chartres, hier. Parti du théâtre à 14 heures, le cortège a rassemblé environ 2.000 personnes.

Valentin Ruffin
valentin.ruffin@centrefrance.com

« Le monde du travail est dans la rue contre le budget présenté par François Bayrou, et tout budget qui s'y apparenterait », lance l'ensemble des représentants syndicaux, hier, à Chartres. Sous un ciel bleu et un grand soleil, la manifestation départementale est partie à 14 heures du théâtre de la ville, pour terminer son parcours devant la préfecture d'Eure-et-Loir.

« Les travailleurs sont toujours mis à contribution, mais il faut que tout le monde contribue, clament d'une seule voix les représentants syndicaux au micro. Cette dette n'est pas celle des travailleurs. L'unité se fait sur cette colère-là. »

Sans violence

Dans une ambiance plutôt bon enfant, sans aucune trace de violence, le cortège progresse dans le centre-ville au rythme des chants révolutionnaires et des slogans imaginés par les militants. Dès le départ de la manifestation, les syndicats représentés (CFDT, CGT, FO, UNSA, FSU, CFECGC, Solidaires) revendiquent une unité sans faille.

Une image essentielle et symbolique aux yeux d'Olivier Aubry, syndicaliste Force ouvrière, qui met en avant les bases militantes des organisations



RASSEMBLEMENT. Environ 2.000 personnes ont déambulé dans les rues de Chartres, hier après-midi. PHOTO QUENTIN REIX

« L'ambiance de l'intersyndicale a été excellente. On a fait deux réunions préparatoires. Même la CFDT a accepté le slogan pour l'abrogation des retraites. »

Car si le budget 2026 est à la base des revendications, la défense de la sécurité sociale, des services publics, et l'abrogation de la réforme des retraites sont sur toutes les lèvres.

Des services sociaux délaissés

Des pancartes traduisent le ras-le-bol des manifestants, comme celle de cette militante qui réclame « de l'argent et des moyens pour les services publics, pas pour la guerre ». Même son de cloche du côté de Thibaut Lemyère, manifestant CGT Éducation. « Les dotations pour les écoles diminuent à vue d'œil, on a du mal à recruter, alors que le budget de l'armement augmente » déplore-t-il.

Après deux heures de mouvement, Jean-François, membre du bureau départemental de la CGT, se dit « plutôt satisfait » de la mobilisation. « Certains font grève sans venir, d'autres viennent sans faire grève, donc c'est difficile de mesurer l'impact de cette journée. »

Qu'importe ! Pour les organisateurs, la journée aura mobilisé 2.500 personnes (1.500 selon la police) et ne demande qu'à être renouvelée. Une assemblée ouvrière pourrait se tenir dans les jours qui viennent « pour obtenir satisfaction sur des revendications concrètes et faire reculer Sébastien Lecornu et son futur gouvernement ». ■



Art. Echo du 19 sept.

2.750 manifestants en Eure-et-Loir

ET AUSSI ■ En marge de la manifestation départementale, d'autres cortèges ont rythmé cette journée de mobilisation

À Dreux, 200 personnes très motivées

Environ 200 personnes ont répondu, hier matin, à l'appel de l'intersyndicale. Ils ont manifesté dans les rues pour plus de justice et d'équité.

Pascal Rouchaud
pascal.rouchaud@eure-et-loir.fr

Des drapeaux FO, CGT, FSU, Sud, CFTD, Unsa flottaient devant l'hôpital de Dreux hier en fin de matinée. Pourtant, lorsque le cortège s'est formé avant de défilé dans les rues pour rejoindre la sous-préfecture, on ne comptait que 150 personnes environ.

« C'est un peu décevant, commentent des gilets jaunes. Il faut crier sa colère. » Marie-Hélène, une retraitée, souligne : « On n'est peut-être pas très nombreux, mais on est déterminé. Il faut se battre contre le plan d'austérité qui touche les plus petits, les plus faibles. Comment le gouvernement peut-il penser que retirer le projet de supprimer deux jours fériés va tout résoudre ? »

Le cortège parti de l'hôpital, rythmé par des slogans comme « La Sécurité, c'est à nous, on n'y touche pas » s'est grossi de quelque 50 personnes au cours

du défilé. La manifestation a finalement pris fin square de la République, à quelques mètres de la sous-préfecture.

Des pauvres toujours plus pauvres

« Je suis là pour soutenir les syndicats, explique Yasmine qui a longtemps milité à gauche. Il faut se lever contre une politique qui fait que les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches. Je suis là aussi pour mettre en garde contre l'extrême droite. Elle ne mènera pas une politique sociale. Avec elle, c'est le capitalisme libéral

assuré. »

Les syndicalistes préparent désormais la suite. Antoine Molinatti, secrétaire de l'union locale CGT, invite les salariés et les autres à se rendre dans les permanences des syndicats. Dominique Maillot, secrétaire de l'union locale FO, alimenterait que les travailleurs organisent des assemblées générales dans leurs entreprises.

« On pourrait ensuite organiser une assemblée générale des délégués, syndiqués ou pas, de ces entreprises, pour décider ensemble de la suite de ce mouvement. » ■



COLÈRE. Des manifestants déterminés, hier matin.

A Châteaudun, justice fiscale et sociale exigée par 150 manifestants



CENTRE-VILLE. Le cortège a effectué trois tours de la place du 18-Octobre, en plein marché.

À Châteaudun, les syndicats restent mobilisés avec la volonté de « bloquer l'outil de production » si le gouvernement ne fait pas évoluer son budget 2026 et n'abroge pas la réforme des retraites.

« Être dans la rue, c'est bien, mais il faut aller plus loin pour organiser, pour quoi pas, une grève générale », suggère Kévin Tanguy, représentant FSU. On était loin d'un tel mouvement hier.

Environ 150 personnes

ont défilé en centre-ville, pour imposer « une justice fiscale et sociale ». Au programme : trois tours de la place du 18-Octobre, une halte devant l'hôtel de ville pour une allocution et un retour par la sous-préfecture, où Kévin Tanguy a déposé son discours dans la boîte aux lettres.

Deux pages dans lesquelles il s'indigne « des 211 milliards d'aides, exonérations d'impôts et autres cadeaux fiscaux offerts aux ultra-riches et

grandes entreprises », prône « un modèle de société ne laissant personne de côté », tout en s'érigeant contre « la bourgeoisie qui s'accapare nos vies et nos richesses ».

Des enseignants ont défilé aux côtés de salariés de Safran et Paulstra. Mais ce n'était pas encore assez, selon le cégétiste Yves Benoist : « Tant qu'il n'y aura personne de Vorwerk, Eby ou Alltricks, on n'élargira pas le mouvement... » ■

Entre 150 et 160 personnes défilent dans les rues de Nogent-le-Rotrou

Et à 20 heures, il n'en resta plus que quelques-uns...

La mobilisation d'hier a été bien suivie à Nogent-le-Rotrou, avec 156 personnes au départ du centre commercial des Gauchetières. Retraités, jeunes, profs, agriculteurs, employés de la fonction publique, membres d'associations, cadres, artistes... les profils étaient variés dans le cortège.

Réuni à partir de 17 heures, le groupe a pris de

l'ampleur avant de s'élancer aux alentours de 17 h 30. Les participants de cette « marche populaire » s'arrêtèrent au lycée polyvalent Rémi-Belleau, puis quelques centaines de mètres plus loin, devant la sous-préfecture. « Injustice fiscale, ça nous fait mal ! », crient-ils.

« Nouveau monde »

Le défilé, composé de 150 personnes selon la gendarmerie, 160 pour les ma-

nifestants, avance jusqu'à la place de la République. Les nombreuses pancartes sont posées, deux drapeaux directement sur le monument aux morts, et les discours et témoignages s'enchaînent tandis que les manifestants partagent une soupe préparée par l'un des leurs.

Les revendications sont diverses, pour certaines pro-palestiniennes. Outre le « dégaisme », les manifestants appellent à « construire un nouveau mon-

de ». Quelqu'un affirme : « Le rôle de l'État est de protéger la population. » Un autre affiche son soutien « à l'information indépendante » ; un dernier appelle à continuer de ne pas utiliser sa carte bleue et de soutenir les « magasins de proximité ».

Quant à la suite du mouvement, elle a été évoquée, mais aucune date de nouveau rassemblement n'est arrêtée. ■

Bérénice Poulin



GAUCHETIÈRES. Le défilé est parti de ce quartier nogentais.

Chartres le 2 octobre.

Près de 500 personnes se sont réunies hier après-midi, à Chartres, après des annonces budgétaires du Premier ministre qui ont déçu les syndicats. Une mobilisation qui chute

Théo Alleaume

theo.alleaume@centrefrance.com

Entre 450 et 500 Euréliens et Euréliennes se sont mobilisés à la suite de l'appel de l'intersyndicale, hier après-midi, devant le théâtre de Chartres.

La plupart des organisations syndicales ont appelé à descendre dans la rue pour dénoncer les premières annonces budgétaires du Premier ministre Sébastien Lecornu, l'absence de « justice fiscale », mais pas que.

Le service public appelle à l'aide

Dans la rue, les revendications des manifestants étaient nombreuses et variées. « Moi, c'est surtout la représentation politique qui m'inquiète et me pousse à venir manifester. C'est très instable. Il serait temps que le président se rende compte qu'il n'est plus du tout soutenu par

la population », explique Paul Teigné-Soulinac. Pour d'autres, comme Nathalie Bethault, chercheuse, c'était l'occasion d'alerter sur la situation de la recherche en France : « Il n'y a plus aucun avenir dans la recherche. Il n'y a plus de crédit, il n'y a plus rien. Ça fait des années

qu'il y a des coupes budgétaires. On n'arrive plus à former des jeunes. Ça n'attire plus les jeunes et on ne renouvelle pas les postes ».

Même son de cloche pour Christelle El AmRaoui, secrétaire générale de la CGT de l'hôpital de Chartres, venue elle

aussi alerter sur la situation de l'hôpital public : « Les conditions sont catastrophiques à l'hôpital, on a un gros manque de moyen dans tous les services, ils n'embauchent plus et veulent dégraisser la masse salariale. Il manque donc énormément de monde. » ■



CORTÈGE. Parti du théâtre, le cortège de manifestants a déambulé dans le centre-ville avant de terminer son parcours devant la préfecture. PHOTO THÉO ALLEAUME